

**PREMIÈRE DÉCLARATION DE
LA LIGUE SYNDICALE INTERNATIONALE
POUR LA RESPONSABILITÉ DES CORPORATIONS
- 10 FÉVRIER 2013 -**

Aux travailleurs et travailleuses du monde entier qui, comme nous, produisent des biens pour les corporations multinationales.

L'exploitation et la souffrance quotidiennes ne nous sont que trop familières. Nos mains créent de grandes richesses dont nos familles et nos pays ne reçoivent que des miettes. Notre niveau de vie n'a cessé de décliner depuis que les maîtres de la production ont commencé à externaliser leurs opérations, se défilant de toute responsabilité envers les travailleuses et travailleurs, et leurs communautés.

Dans l'enfilade sans fin de filiales, d'entrepreneurs, de sous-traitants, nous devenons invisibles aux consommateurs et à ceux qui bénéficient de leurs achats. Ils ne voient pas nos mains, fatiguées et blessées. Ils ne voient pas les visages affamés de nos fils et de nos filles. Ils ne sont pas là lorsqu'un travailleur ou une travailleuse perd connaissance ou fait une fausse-couche à la suite des longues heures de travail, de la chaleur, et de la malnutrition. Ils n'ont pas vu les corps brûlés, battus, ou assassinés de nos confrères et consœurs. Ils ne voient qu'un logo et, en petits caractères, « Fabriqué dans » un pays inconnu.

Au Bangladesh, nos confrères et consœurs meurent dans un incendie mortel après l'autre dans des usines qui produisent pour des multinationales; en Chine, nos consœurs et confrères ont sauté dans le vide pour échapper au tourment psychologique subi à l'usine où était fabriqué du matériel électronique pour la marque la plus cotée au monde; de braves camarades comme Aminul Islam sont battus, torturés, assassinés parce qu'ils défendent nos droits. Au vu de tout cela, nous vous encourageons à vous unir dans une action internationale pour mettre un terme à cette tragique ère d'exploitation globalisée extrême.

Nous ne sommes pas les premiers à dénoncer cette pénible réalité, mais nous serons les premiers à ne pas permettre qu'elle se perpétue. Nous disons : « Assez! Il est temps pour nous de nous mettre debout.

Bien que les propriétaires et administrateurs directs de nos lieux de travail partagent la responsabilité des graves problèmes auxquels doivent faire face les travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'exportation, nous savons d'expérience que ce sont **LES MARQUES MULTINATIONALES qui portent la plus grande responsabilité. Oui!! Ce sont les marques qui conçoivent, contrôlent, et profitent du modèle manufacturier global décentralisé.** Les marques sont les vrais propriétaires, les patrons réels, et les exploités réels de notre labeur.

Bien loin des promesses d'emploi et de développement faites à nos gouvernements, les marques internationales ont laissé la marque de la douleur, de la souffrance, des accidents de travail, du manque d'éducation, et, par-dessus tout, une pauvreté dégradante dans les zones de libre-échange à travers le monde. Les marques exploitent ce modèle de production globale décentralisée pour que les usines se fassent compétition les unes aux autres pour fabriquer un produit au coût le moindre, forçant ainsi nos patrons à constamment réduire les coûts de production, ayant un effet négatif sur nos salaires, et notre santé, et notre sécurité. Les marques ont créé un modèle dans lequel elles ne se salissent jamais les mains,

ni ne touchent une machine, mais leur permettant d'engranger la part la plus importante des profits de l'industrie.

Nous nous adressons à vous en notre qualité d'organisations syndicales qui, depuis des années, font face à une multitude d'abus affectant des millions de travailleurs et travailleuses dans des centres manufacturiers connus sous les noms de « maquiladoras », « zones de libre-échange », ou « zones franches industrielles ». De par le monde, les conditions de travail de ces centres comportent des caractéristiques communes : les bas salaires, qui nous maintiennent dans la pauvreté; les conditions de travail inappropriées, qui mettent en danger nos vies et notre santé; le mépris de nos droits à la représentation syndicale. Nous avons subi des sévices physiques, du harcèlement sexuel, des fermetures d'usine sans que soient payées les indemnités de licenciement prévues par les lois, le manque d'accès à des programmes de soins de la santé ou de pension, et beaucoup plus. Lorsque nous nous sommes organisés pour changer la situation, nous avons fait face à toutes les mesures répressives possibles, dont la discrimination, la surveillance et le harcèlement, les licenciements individuels et de masse, les menaces et la violence physique, dont la torture et l'assassinat de nos chefs.

Détrompez-vous, nous ne nous plaignons pas par pur plaisir, nous nous sommes unis pour déclarer que, malgré toutes ces difficultés et les constants combats et sacrifices, nous avons réussi à former des syndicats. Nos organisations syndicales combattent avec ténacité, jour après jour, dans les usines et les parcs industriels de nos pays. Nous enseignons leurs droits à nos collègues de travail, nous négocions des conventions collectives, nous défendons et exigeons le respect des droits de nos membres et de nos collègues chaque fois qu'ils et elles font face à des abus, quelle qu'en soit la nature. Nous nous adressons aux gouvernements et aux cours de justice, nous exigeons le respect pour les droits des travailleuses et travailleurs, sous la protection de lois nationales et de conventions internationales, nous créons des alliances internationales qui portent nos voix vers les consommateurs et consommatrices des produits que nous faisons.

Notre expérience nous a appris qu'il y a une solution aux abus auxquels nous faisons face : les corporations multinationales sont nos réels patrons et nous devons les tenir responsables des conditions de travail dans nos usines.

Les corporations décident si nous avons des emplois ou non en déménageant constamment; elles doivent nous garantir de la stabilité. Les corporations contrôlent nos salaires et déterminent des quotas de production inatteignables en établissant les prix qu'ils exigent de leurs fournisseurs; elles doivent payer un prix équitable and nous garantir un salaire décent pour vivre. Les corporations détournent le regard des dangers mortels qui existent encore et toujours sur nos lieux de travail; les corporations doivent déboursier l'argent nécessaire pour rendre nos usines sécuritaires.

Nous avons tenté d'emprunter plusieurs voies pour améliorer nos conditions de travail. Nous faisons état des violations des lois à nos gouvernements; ils sont cependant si effrayés à l'idée de perdre leur investissement qu'ils refusent de remplir leurs devoirs. Nous mettons sur pied des syndicats malgré la répression antisyndicale et nous négocions avec nos employeurs locaux; ils nous répondent cependant continuellement que les patrons des corporations ne donnent pas assez d'argent pour qu'ils soient en mesure de nous fournir ce que nous exigeons. Ils brandissent la menace de la fermeture quand nous continuons à exiger que nos droits soient respectés.

Nous avons demandé aux corporations d'intervenir et leur avons fait état des violations constantes de leur « code de conduite »; mais ils inventent des excuses et rejettent explicitement leur responsabilité. Nous les avons forcés à résoudre quelques cas isolés, mais ils finissent alors par se retirer de nos usines et par changer de fournisseurs, en se dirigeant vers ceux qui ont encore moins de scrupules à nous exploiter. Cela provoque des pertes d'emplois massives, envoyant par le fait même un message clair à ceux et celles qui voudraient s'essayer à défendre leurs droits. Nous avons participé à d'innombrables discussions et signé plusieurs ententes et protocoles; mais les ententes et les protocoles ne sont par la suite pas appliqués et ne produisent par conséquent aucun résultat concret. De ces discussions initiées par les corporations nous n'avons vu émerger aucun changement fondamental, surtout pas de la part des nombreuses initiatives supposées encourager la « responsabilité sociale des corporations ».

Les corporations multinationales utilisent leur pouvoir pour contrôler nos employeurs immédiats, nos gouvernements et nos conditions de travail. Pourquoi ne devrions-nous pas faire usage de notre pouvoir pour les forcer à s'asseoir face à nous et à trouver des solutions sérieuses aux questions de vie ou de mort, de dignité et de misère qui nous concernent?

Quand nous avons essayé de nous battre seuls, en tant qu'organisations séparées, sans nous unir à travers les chaînes corporatives, les corporations ont ri de nous et nous ont regardé sur leurs écrans d'ordinateurs comme si nous étions les vulgaires pièces d'un échiquier. Ce n'est qu'en unissant nos forces que nous pouvons construire le rapport de force nécessaire pour faire face aux puissantes multinationales.

Nous croyons que l'action syndicale internationale - *le syndicalisme international* - est la seule solution réellement efficace pour confronter les problèmes sérieux auxquels nous faisons face. Nous devons tout faire pour obtenir justice à l'intérieur de la chaîne de production complète de l'industrie d'exportation, et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour unir nos organisations, nos frères et nos sœurs à travers une chaîne de production globale et décentralisée.

Toutes les corporations les plus importantes ont adopté ce modèle de production, et sont toutes responsables des différentes violations et injustices que nous avons décrites. Cependant, dans les dernières années, ADIDAS s'est démarquée comme une corporation responsable d'un nombre extraordinaire de violations des droits du travail. ADIDAS a dispersé ses chaînes de production à travers plus de 1200 usines, un nombre beaucoup plus élevé que tous ses concurrents. Les fournisseurs d'ADIDAS de partout dans le monde ont systématiquement abusé de nous et violé nos droits, plus que n'importe quelle autre corporation. Cette information a été confirmée par des statistiques fournies par la *Fair Labor Association (FLA)*, dont ADIDAS est membre : ADIDAS a le plus grand pourcentage de violations des droits à la libre association et le plus grand nombre de violations en usine de manière générale, plus que n'importe quelle autre corporation recensée par la FLA dans le monde entier.

Nous devons changer les règles de cette industrie... maintenant! Nous exigeons une négociation pour améliorer nos conditions de travail - une négociation dont le point de départ viendrait de la base pour monter vers le haut, avec les organisations qui nous représentent légalement et qui représentent donc directement nos intérêts de travailleurs. Nous exigeons une négociation entre nos syndicats locaux et les plus hauts représentants exécutifs de l'industrie, les vrais propriétaires des systèmes de production et les vrais

responsables de la dégradation de nos conditions de travail dans le but d'augmenter leurs profits - une négociation **avec les corporations comme ADIDAS.**

Nous, les syndicats qui représentent légitimement les travailleurs et travailleuses dans l'industrie de l'exportation à travers le monde, nous sommes unis pour former la **LIGUE SYNDICALE INTERNATIONALE POUR LA RESPONSABILITÉ DES CORPORATIONS.** *Nous exigeons qu'ADIDAS entre immédiatement en négociation face à ace avec les représentants et représentantes de nos syndicats unis dans LA LIGUE, des syndicats qui représentent réellement les travailleuses et travailleurs qui cousent les vêtements et font les chaussures de marque ADIDAS!*

Aux organisations de ce monde - syndicats de travail, organisations étudiantes, groupes de défense des droits humains, militants et militantes pour les droits des travailleuses et travailleurs et des consommatrices et consommateurs - nous demandons votre support à notre appel aux corporations, tout spécialement pour notre **exigence envers ADIDAS afin que soit reconnue sa responsabilité envers nos conditions de travail et que commencent des négociations pour améliorer ces conditions. NOUS EXIGEONS DES EMPLOIS ET DES LIEUX DE TRAVAIL SÉCURITAIRES, AINSI QUE DES SALAIRES DÉCENTS.**

Nous appelons aux travailleuses et travailleurs de partout dans le monde qui consacrent leur vie à travailler pour les corporations multinationales : unissons nos voix et exigeons que des actions soient entreprises pour éliminer les injustices de l'industrie de l'exportation.

Travailleurs et travailleuses des zones de libre-échange : organisez-vous à l'intérieur de syndicats représentant réellement vos intérêts! Combattez en chœur avec nous dans la LIGUE SYNDICALE INTERNATIONALE POUR LA RESPONSABILITÉ DES CORPORATIONS!!